

2 Politique

14e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la Cémac Le Gabon représenté par Julien Nkoghe Bekale

SM (source primature)

Libreville/Gabon

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, représentant le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a pris part, hier, à N'Djamena (Tchad), aux travaux de la 14e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Placés sous le thème "Redynamiser l'intégration régionale et restaurer la sécurité en zone Cémac pour le renforcement des réformes économiques", lesdites assises visaient la recherche des pistes de solutions aux problèmes que connaissent les pays membres, notamment dans la mise en œuvre des résolutions prises au sortir de leur session extraordinaire du 25 octobre 2018, à N'Djamena, en vue de relancer les économies desdits États.

Plus précisément, l'état d'avancement du programme des réformes institutionnelles de la Cémac et le financement de la communauté par le recouvrement de la taxe communautaire d'intégration (TIC). De même, la session a également permis de dresser le bilan des activités de l'institution depuis la désignation, le 17 avril 2017, du président tchadien, Idriss Déby Itno, à la tête de cette organisation sous-régionale.

Il ressort à cet effet, que la Cémac reste confrontée à plusieurs défis dans ce contexte de conjoncture économique due à la chute du prix du baril de pétrole. Même si, Idriss Déby et Daniel Ona Ondo, respective-



Les officiels à l'ouverture des travaux.



Une phase des travaux.



Photo de famille au terme des assises.

ment président de la Conférence des chefs d'Etat et président de la Commission de la Cémac, notent des signaux positifs de reprise, à travers le taux de croissance de 3,2 % prévu en 2019. Fruit des réformes avec les partenaires techniques et financiers de la sous-région.

Sur le plan sécuritaire, il ressort également que les défis auxquels sont confrontés certains pays de la sous-région d'Afrique centrale ne sont pas à perdre de vue. Entre autres la crise centrafricaine, le conflit camerounais dans les zones anglophones et les attaques de la secte

Boko Haram.

Face à tous ces enjeux, cette 14e session ordinaire a encore accouché de plusieurs recommandations en vue de doter l'espace communautaire des outils nécessaires à son développement. Parmi celles-ci, on notera le mode d'élection des députés

Cémac. Ces derniers seront élus par suffrage universel indirect. La Conférence a également invité le président de la commission Cémac d'accélérer la mise en œuvre de l'acte additionnel portant suppression du visa pour l'ensemble de ses ressortissants. De même, invite-t-

elle à restaurer la crédibilité de la BDEAC et de la BVMAC, ainsi qu'à la liquidation de la compagnie communautaire Air Cémac en raison de la non viabilité du projet économique. Autres recommandations, la Conférence invite l'ensemble des états à poursuivre les réformes dans la mobilisation des financements extérieurs de la rétention de la taxe communautaire d'intégration et d'accélérer l'aboutissement des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) pour certains pays ; la poursuite également du Programme des réformes institutionnelles (PRI) ; la mise en place de la Taxe communautaire d'intégration (TCI), soit 1% appliqué aux importations en provenance des pays tiers (hors Cémac) selon la répartition suivante : 30% des dépenses de fonctionnement des institutions communautaires, 40% pour les pays ayant perdu les recettes douanières, 30% pour les dotations du fonds de développement à communauté (FODEC).

Installation du maire de la commune de Cocobeach Un mandat au service du développement de la cité

M.A.M

Libreville/Gabon

C'est sous ce signe que le nouvel édile de Cocobeach, Rosine Mapekeko, a placé son quinquennat. Elle a été installée, samedi dernier, tout comme le bureau du Conseil départemental, par le gouverneur de la province de l'Estuaire, Rigobert Ikambouayat Ndeka.

LE gouverneur de la province de l'Estuaire, Rigobert Ikambouayat Ndeka a installé, le week-end écoulé, les bureaux des conseils municipal et départemental de la Noya. En présence d'un parterre d'invités, la maire de Cocobeach, Rosine Mapekeko a dévoilé son ambition pour la commune qu'elle va diriger.



Rosine Mapekeko dans ses nouvelles fonctions de maire de Cocobeach.

Pour les cinq ans à venir, elle dit placer ce mandat sous le signe de l'effort constant pour, "aboutir à une renaissance de la mairie de Cocobeach". Mieux, a-t-elle ajouté, "la mairie sera, pendant mon mandat, un outil de développement au service des populations".

Non sans remercier le chef de l'Etat par ailleurs président du parti auquel elle appartient pour la mise en œuvre de la décennie de la femme, la maire s'est engagée, avec son équipe, à ne ménager aucun effort pour l'épanouissement des populations de sa circonscrip-



Vue partielle des personnalités présentes.

tion. Ce, malgré de nombreuses difficultés qui sont à relever, notamment l'état de la route menant à Ntoun, l'insalubrité, le manque de loisirs, etc. Pour sa part, le président du Conseil départemental, Dominique Mintoghe Angoue, installé également dans la

foulée, a demandé au gouverneur d'être son fidèle interprète auprès du chef de l'Etat, pour lui exprimer sa gratitude, "pour la confiance qu'il a bien voulu placer en ma modeste personne". Par ailleurs, il a dit placer essentiellement son mandat sur les mécanismes du

Fonds d'initiative départemental (FID) lancé le 21 avril 2018. C'est pourquoi, il a lancé, à ce titre, un appel aux fils de la Noya, "pour se joindre à nous afin d'accélérer la transformation de notre département".

Le gouverneur a, pour sa part, saisi l'occasion pour prodiguer quelques conseils aux nouveaux élus. Des orientations perçues comme des pistes de solutions afin de sortir Cocobeach de sa "situation" actuelle. Pour Rigobert Ikambouayat Ndeka, "l'heure est au pragmatisme. Le développement de cette localité passe par la prise en compte de plusieurs enjeux, parmi lesquels, l'expansion de cette ville pluri-culturelle. La Loi organique sur la décentralisation est un moyen fort pour développer le département de la Noya (...)".